

Camille Peugny

**Pour une politique
de la jeunesse**

LA REPUBLIQUE DES IDEES 

Seuil 
IL C'EST PAR LA

INTRODUCTION

Jeunes en souffrance

La jeunesse a souvent occupé une place de choix dans les projets politiques qui ambitionnaient de réformer la société. En se limitant au xx^e siècle, on peut citer l'exemple du Front populaire qui décida de reculer l'âge de fin de scolarité obligatoire d'un an et promut le réseau des auberges de jeunesse, ou celui du pouvoir gaulliste qui, en 1958, nomma un haut-commissaire à la Jeunesse et aux Sports¹.

Au soir du 10 mai 1981, élu président de la République, François Mitterrand célébra quant à lui la victoire des « forces de la jeunesse ». Quelque trente années plus tard, son lointain successeur, François Hollande, fit de la jeunesse sa principale priorité de campagne. Les réalisations ne furent certes pas toujours à la hauteur des discours, mais ces quelques exemples montrent que la jeunesse constitue un objet politique incontournable, qu'il s'agisse de vouloir la contrôler, l'émanciper ou l'embrigader.

Depuis une vingtaine d'années, la jeunesse a endossé une autre fonction : servir de caution aux réformes successives, surtout lorsqu'elles visent à administrer d'amères et douloureuses potions. Le mot « jeunesse » est alors sur toutes les lèvres. C'est au nom de la jeunesse et des générations futures que l'on réforme le système

1. Ludvine Bantigny, *Le Plus Bel Âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.

des retraites. C'est en leur nom, encore, que l'on contracte les dépenses publiques afin de réduire une dette présentée comme obérant leur avenir.

L'omniprésence de la « jeunesse » dans les discours politiques tranche avec l'*absence de vraie politique de la jeunesse*. Certes, les politiques publiques successives empilent des dispositifs s'adressant à telle ou telle sous-catégorie de jeunes, mais elles ne répondent pas à une réelle réflexion politique sur la place à accorder aux jeunes générations dans une société vieillissante.

Qu'est-ce qu'être jeune en France au début des années 2020 ? Quelles expériences devraient être associées au temps de la jeunesse ? Quelle place devrait être réservée à cet âge au sein de parcours de vie qui s'allongent ? Certains pays ont-ils fait d'autres choix qui produiraient d'autres résultats ?

Urgence sociale

Débattre de ces questions est d'autant plus indispensable que la situation d'une partie de la jeunesse relève de l'urgence sociale. Près de 100 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme ou avec le seul brevet des collèges. Ils sont promis à une alternance de périodes d'emploi précaire et de périodes de chômage dès que la conjoncture se retourne. Pour les jeunes en emploi, l'obtention d'un emploi stable est sans cesse repoussée dans le temps, décalant d'autant le calendrier d'accès à une réelle autonomie et empêchant toute projection dans l'avenir.

Les jeunes étudiants, qui ne représentent qu'une petite moitié des 18-25 ans, ne sont plus seulement les « héritiers » décrits par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron dans les années 1960¹. La massification de l'école a amené une fraction

1. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964.

non négligeable des jeunes issus des classes populaires dans l'enseignement supérieur. Ce nouveau public étudiant est fragile, évoluant bien souvent sur le fil d'une précarité que la crise sanitaire du Covid-19 a rendue visible aux yeux de l'opinion, du moins de celle qui voulait bien la voir. Privés de leur emploi, certains étudiants, en France, avaient faim.

Dans leur ensemble, les jeunes Françaises et Français se distinguent par un degré élevé de pessimisme, comparés à leurs voisins européens, et il ne paraît pas raisonnable d'imputer ce moindre optimisme à un quelconque atavisme national. Nous faisons au contraire l'hypothèse que leur plus grande difficulté à se projeter dans l'avenir n'est pas sans lien avec les failles des politiques publiques qui s'adressent à eux.

Prétendre que les gouvernements successifs n'agissent pas pour la jeunesse n'aurait pas de sens. Au contraire, chacun y va de ses mesures plus ou moins ambitieuses, qui viennent s'ajouter à un millefeuille de dispositifs devenu illisible au fil des années. Je défends l'idée selon laquelle ils le font de manière erratique et relativement inefficace, sans ligne directrice claire, sinon celle d'une infantilisation d'une jeunesse entretenue dans la dépendance familiale. En période de crise, alors que les jeunes figurent bien souvent parmi les premières victimes, les dirigeants sont contraints de parer au plus pressé, et toujours avec un temps de retard.

Précarisation et inégalités

Dans cet ouvrage, je propose de dessiner les contours d'une politique de la jeunesse qui s'adosserait à une conception démocratiquement débattue de ce que signifie cet âge de la vie. Pour cela, il me semble important de commencer par décrire la situation et les aspirations des différentes fractions de la jeunesse française. Dans le premier chapitre, je montrerai que la génération

des jeunes de ce début de décennie 2020 n'est pas si différente des autres cohortes nées à partir des années 1950, du moins du point de vue de ses valeurs et de ses aspirations, ce qui amène à nuancer un certain nombre de discours prompts à surestimer les clivages entre générations.

Ce qui caractérise les jeunes générations, en revanche, c'est une précarisation accrue des conditions dans lesquelles s'effectue leur entrée sur le marché du travail. Au fil des cohortes, la précarité grignote une part croissante des trajectoires et parcours de vie, ce qui est lourd de conséquences dans une société qui ne permet pas de devenir pleinement citoyen sans stabilité de l'emploi (chapitre 2).

Pour autant, les jeunes du début des années 2020 constituent une génération fracturée par les inégalités et raisonner uniquement « en moyenne », en comparant des générations, n'aurait guère de sens. La jeunesse est multiple, hétérogène, traversée par de nombreux clivages liés notamment à l'origine sociale, l'origine ethno-raciale, le genre ou le lieu d'habitation. Plus encore, les inégalités se reproduisent avec force entre les générations, de sorte que les expériences de la jeunesse divergent profondément en fonction des ressources que peuvent mobiliser les jeunes, et ce en dépit des discours toujours plus nombreux à célébrer le mérite républicain ou les progrès en matière d'égalisation des chances (chapitre 3).

Dès lors, une vraie politique de la jeunesse doit avoir deux objectifs. Elle doit d'abord permettre d'éviter que grandisse une fracture entre les générations, tant les inégalités entre ces dernières peuvent progresser rapidement dans une société vieillissante qui fait face à des enjeux liés à la prise en charge du grand âge et de la dépendance. Elle doit ensuite et surtout agir vigoureusement pour réduire les inégalités entre les différentes fractions de la jeunesse.

Pour se saisir efficacement de ces deux enjeux, il convient de *révolutionner notre façon de considérer la jeunesse*. Je défends l'idée

selon laquelle cet âge de la vie constitue une période de fragilité qui, à l'instar du grand âge, nécessite une intervention forte de l'État. Cette dernière permettrait de construire la jeunesse comme un temps long de l'exploration et de l'expérimentation, de la quête de soi et de sa place dans la société.

Ceci appelle une transformation profonde de nos politiques familiales, éducatives et de l'emploi (chapitre 4). Après plusieurs décennies de chômage de masse et d'angoisse de l'insertion, il est temps qu'une société française vieillissante permette à ses enfants d'être véritablement jeunes.

CONCLUSION

Plaidoyer pour le retour de la question sociale

Les sciences sociales documentent les conséquences des failles des politiques publiques en direction de la jeunesse depuis de longues années. Le diagnostic sur lequel repose la politique de la jeunesse que nous esquissons dans cet essai est donc bien antérieur à la crise sanitaire que traverse notre pays depuis le printemps 2020.

Pour autant, la pandémie de Covid-19 semble légitimer encore davantage les propositions formulées dans le dernier chapitre. Elle a en effet rendu visible aux yeux de tous les conditions d'existence rencontrées par les jeunes femmes et hommes durant la période qui sépare l'âge de fin de scolarité obligatoire de la stabilisation dans l'emploi. Plus particulièrement, concernant la jeunesse, nous pouvons tirer cinq leçons de la crise sanitaire, économique et sociale.

Première leçon : la société française peine à appréhender de manière nuancée les questions liées à la jeunesse et, plus généralement, aux générations. Trop souvent, le discours public oscille entre deux extrêmes : nier la spécificité de cet âge de la vie ou en faire la seule clé de lecture des problèmes économiques et

sociaux qui agitent le pays. La pandémie de Covid-19 en fournit une saisissante illustration. D'aucuns ont systématiquement refusé d'introduire les variables de l'âge et des générations dans l'équation des décisions à prendre, refusant par exemple – et pas toujours pour des raisons sanitaires – d'envisager des modulations liées à l'âge. À l'opposé, d'autres ont proposé une analyse caricaturale de la situation : pour sauver quelques dizaines de milliers de vies de septuagénaires et d'octogénaires, nous aurions enfermé et sacrifié la jeunesse.

Deuxième leçon : il convient de manier l'analyse générationnelle avec prudence, c'est-à-dire en gardant à l'esprit que les générations demeurent fracturées par les inégalités sociales. Certes, l'analyse des facteurs de risque de décès est édifiante, l'âge écrasant toutes les autres variables, puisqu'on estime à plus de 75 % la part des 75 ans et plus parmi les morts du Covid-19. En termes d'exposition au virus, en revanche, une jeune caissière travaillant dans une ville dense avait bien davantage de risques de le contracter et, possiblement, d'en subir les séquelles, qu'une étudiante réfugiée dans la résidence secondaire de ses parents sexagénaires, lesquels étaient bien davantage protégés que leurs homologues vieillissant dans des cités d'habitat social. La crise sanitaire a donc rendu visible la grande diversité des conditions d'existence des jeunes et, plus généralement, des différentes classes d'âge et générations.

Troisième leçon : les conséquences de cette pandémie nous alertent sur la situation extrêmement difficile qu'auront à affronter les moins qualifiés parmi les jeunes dans les mois et années à venir. En effet, si l'on s'inquiète, à juste titre, des conditions dégradées dans lesquelles les jeunes diplômés auront à s'insérer sur le marché du travail, que dire des parcours qui attendent celles et ceux que nous avons qualifiés de « vaincus » de la compétition scolaire ? Déjà en proie à une alternance d'emplois précaires et de périodes de chômage avant la crise sanitaire, ils voient se profiler devant eux des perspectives bien sombres. L'expression

« génération sacrifiée » n'a guère de sens au regard de la diversité de la jeunesse. En revanche, il existe indéniablement des pans sacrifiés de la jeunesse : dans une société qui fige très tôt les destins, faute d'avoir le droit à une réelle seconde chance, les jeunes peu ou pas diplômés peuvent légitimement se sentir abandonnés.

Quatrième leçon : le temps de la jeunesse ne peut pas être réduit à celui d'une course aux diplômes vécue dans l'angoisse de l'insertion professionnelle. La souffrance – réelle – des étudiants et étudiantes condamnés pendant trois semestres universitaires à suivre des cours à distance loin des campus nous enseigne, si besoin en était, que la jeunesse doit aussi être le temps de la sociabilité et des échanges intégrateurs qui aident à se construire en tant qu'individus : il convient d'avoir le temps d'être jeune.

Cinquième leçon : la France n'a pas de réelle politique pour la jeunesse. Comme en 2008 avec la crise financière, on a pu voir le gouvernement improviser des mesures sous la pression d'associations et de professionnels du secteur de la jeunesse, destinées à parer aux situations les plus urgentes. Ces mesures ont été prises trop tard, et le flou présidant à la définition des conditions à remplir pour pouvoir en bénéficier a souvent rendu leur application assez peu efficace. Le gouvernement n'est pas seul à blâmer : faute de réflexion substantielle sur la place à accorder aux jeunes générations dans des sociétés vieillissantes, ainsi que sur la fonction de cet âge au sein des parcours de vie contemporains, les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies ont certes agi pour la jeunesse, mais en empilant des dispositifs complexes dont l'architecture d'ensemble est devenue illisible.

Dans cet essai, en prenant en compte les expériences d'autres pays européens, nous avons plaidé pour une révolution dans la manière de considérer la jeunesse. À l'urgence qui prévaut en France et dont la famille doit assumer l'essentiel des coûts, nous préférons le temps de l'expérimentation nordique rendu possible par une forte intervention de l'État. Nous proposons de considérer les jeunes comme des individus autonomes qui

accèdent à la citoyenneté sociale en même temps qu'à la citoyenneté politique. Arrimés à cette conception de la jeunesse, des dispositifs universels et lisibles doivent être construits qui pourront répondre à deux objectifs en accompagnant les jeunes femmes et hommes jusqu'à l'indépendance : veiller à ce que des clivages économiques et sociaux ne se creusent pas entre les générations, mais aussi et surtout s'attaquer aux inégalités qui fracturent la jeunesse. Ce n'est pas utopique : à moyen terme, les principaux obstacles seraient plutôt idéologiques que financiers.

L'allongement de l'espérance de vie est un argument souvent utilisé pour retarder le moment de la retraite. Brandissons-le avec autant d'énergie et de force pour légitimer l'existence d'un *temps long de la jeunesse* qui permette au plus grand nombre de trouver sa place. Il ne s'agit pas d'une énième contribution à l'indigeste littérature sur le développement personnel, mais plutôt d'un plaidoyer pour le retour de la question sociale au cœur du débat intellectuel et politique. L'analyse des conditions dans lesquelles les jeunes accèdent à l'autonomie et deviennent adultes en France nous permet de prendre conscience de l'intensité des inégalités et de la logique des mécanismes qui favorisent leur reproduction entre les générations.

La France a résisté plus longtemps que la plupart des pays occidentaux au retour des inégalités économiques provoqué par la révolution conservatrice dans le monde anglophone au début des années 1980. Hélas, attaquée de toutes parts, notre digue sociale est devenue impuissante à retenir les assauts de la mise en concurrence généralisée des individus et des entreprises. Dans ces conditions, les ressources héritées redeviennent décisives et l'on ne peut plus penser la transition entre la fin de la scolarité obligatoire et l'accès à la pleine indépendance comme il y a un demi-siècle.

La reproduction des inégalités instille le poison lent de la défiance, du pessimisme et du ressentiment dans une société qui continue à défendre les valeurs d'une méritocratie à laquelle plus

personne ne peut croire. Dans ces conditions, le désir de réussite et d'émancipation que l'on inculque aux jeunes sans leur donner les moyens de le satisfaire les condamne au supplice de Tantale. Il faut décidément attaquer les inégalités par tous les versants et en actionnant tous les leviers possibles : commencer par la construction d'une véritable politique de la jeunesse n'est assurément pas le plus inefficace.

Table

INTRODUCTION	
Jeunes en souffrance	9
Urgence sociale	10
Précarisation et inégalités	11
CHAPITRE PREMIER	
Les jeunes et leurs valeurs	15
À la recherche des générations	16
Les jeunes et les « questions de société »	20
Différentes jeunesses, différentes valeurs	26
Des citoyens plus exigeants	29
Des travailleurs comme les autres	31
Fractures politiques	35
CHAPITRE 2	
La marée montante de la précarité	39
La montée des inégalités entre les générations	40
Âges, générations et accès aux positions sociales	44
Une précarisation croissante	49
Un effet « cicatrice » ?	52
Génération et inégalités sociales	58

CHAPITRE 3	
Une génération fracturée par les inégalités.	61
Un destin exceptionnel ?	61
La jeunesse étudiante n'est pas toute la jeunesse . . .	63
La jeunesse étudiante est diverse	65
Une « démocratisation ségrégative »	69
Les vaincus de la compétition scolaire	70
Mobilité sociale en panne	73
La France, mauvaise élève de la mobilité sociale ? . .	78
Les transferts familiaux augmentent les inégalités . . .	82
CHAPITRE 4	
Plus d'État, moins de famille	85
Un millefeuille de dispositifs	86
Expérimenter et trouver sa place	90
Se projeter dans l'avenir	92
« Défamialiser » le temps de la jeunesse	96
Construire une école démocratique	98
Vers l'égalité des conditions	102
CONCLUSION	
Plaidoyer pour le retour de la question sociale.	105
Remerciements.	111